

Générale, mais inégalement répartie selon les produits, la dégradation touche principalement l'automobile et l'équipement ménager. Pour ces produits, la dégradation s'est accélérée au deuxième trimestre 1982 pour des raisons temporaires (grèves dans l'automobile, mondial pour l'équipement ménager). Néanmoins dans l'automobile la part des modèles étrangers est passée de 20 % à la fin 1980 à plus de 24 % à la mi-1982. Pour ces produits, la compétitivité des prix ne se dégrade pourtant plus depuis un an, mais elle retrouve le niveau de 1975-1976, période au cours de laquelle la part des véhicules étrangers était passée de 14 à 19 % (cf. graphique).

Au cours des prochains mois, le taux de pénétration devrait se replier provisoirement en liaison avec une amélioration au moins temporaire de la compétitivité et d'un stockage très ralenti qui viendrait compenser les surstockages du deuxième trimestre 1982.

3-2 - Les importations de produits manufacturés

A cause de la dégradation du taux de pénétration sur les douze derniers mois, les importations ont progressé de 10 % entre la mi-1981 et la mi-1982 lorsque la demande totale n'augmentait que de 3 % sur la même période. Au trimestre le trimestre, certaines évolutions risquent d'être contestables et méritent d'être lissées. C'est le cas des importations de biens d'équipement professionnel qui augmentent de 9,4 % au deuxième trimestre 1982 **, et contribuent à expliquer la moitié des 5,8 % de croissance des importations de produits manufacturés au deuxième trimestre 1982.

En se plaçant sur une période plus longue permettant d'éliminer ces fluctuations, on constate que depuis un an, les importations de biens d'équipement professionnel ont augmenté de 5,4 %, les importations de biens intermédiaires et de consommation courante de l'ordre de 10 %, les achats d'automobiles et de matériel de transport de plus de 20 % (pour une demande de 2 % sur la même période) ceux des biens d'équipement ménager de près de 36 % (ceux-ci ne représentent encore que 4 % des importations de produits manufacturés).

Au cours des prochains mois, l'amélioration attendue du partage de l'offre devrait permettre aux importations industrielles de progresser environ 2 % moins rapidement que la demande.

Aussi, en moyenne sur 1982, les importations industrielles progresseraient de 4,4 % par rapport à 1981. L'amélioration du partage de l'offre au second semestre reste provisoire, lié à des facteurs conjoncturels (gains de compétitivité liés au blocage, ralentissement du stockage). En moyenne sur l'année, la tendance reste à une dégradation prononcée du partage de l'offre (25,7 en 1980, 25,9 en 1981, 26,8 en 1982).

4. Les échanges agro-alimentaires.

L'année 1981 a été particulièrement brillante dans le domaine des changes extérieurs agro-alimentaires qui ont dégagé un excédent annuel de 21,5 milliards de francs.

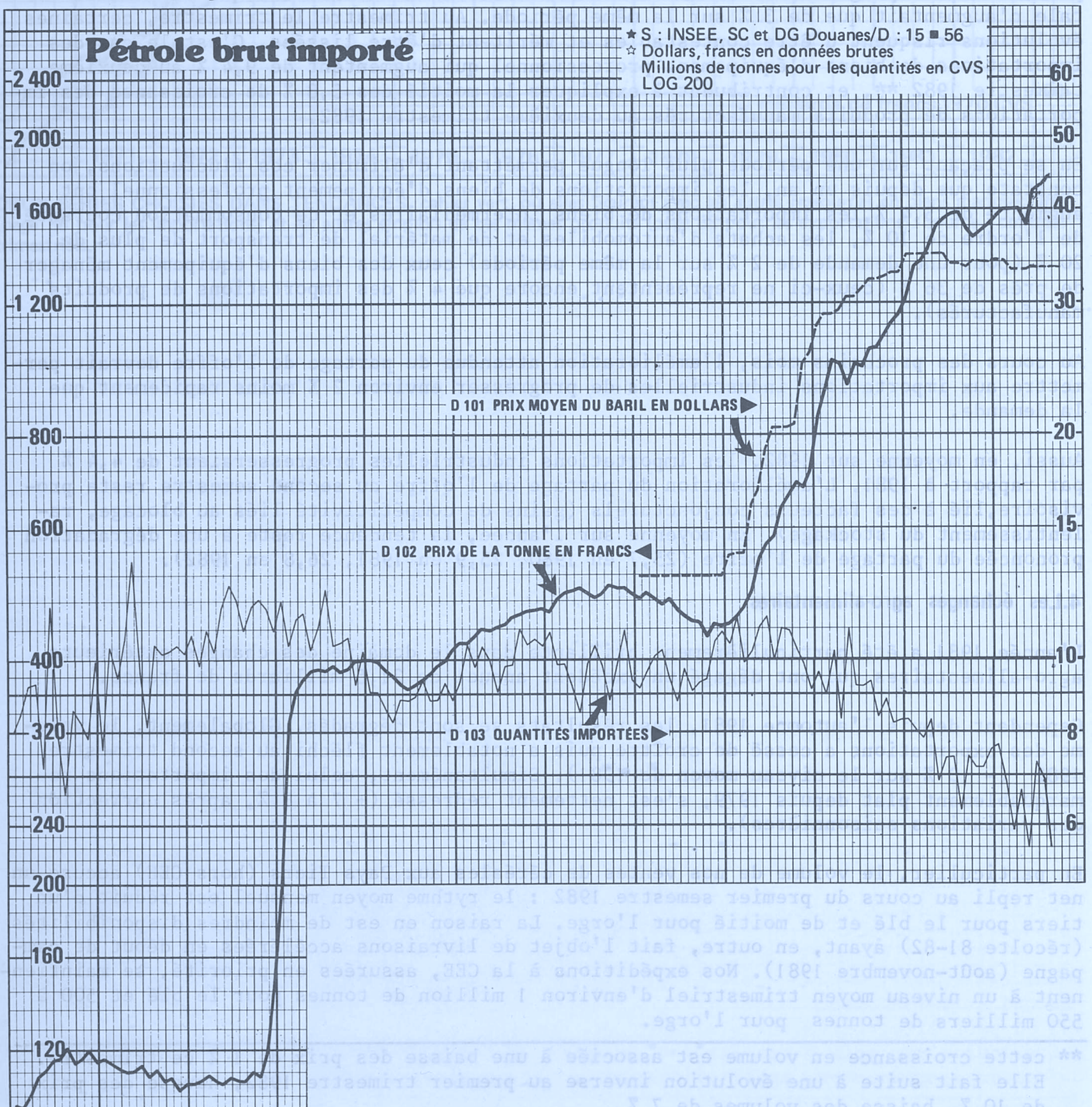
Cependant depuis l'automne 1981, les résultats se sont dégradés. Globalement, le volume des exportations a cessé de croître puis a notablement fléchi au second trimestre 1982 (- 10 % sur le niveau moyen de 1981). Simultanément, celui des importations remarquablement plat depuis 1979, s'est nettement redressé (+ 7 à 8 %, après correction des variations saisonnières).

En particulier, le volume de nos ventes de céréales aux Pays Tiers (hors CEE) accuse un net repli au cours du premier semestre 1982 : le rythme moyen mensuel est réduit d'un tiers pour le blé et de moitié pour l'orge. La raison en est de moindres disponibilités (récolte 81-82) ayant, en outre, fait l'objet de livraisons accélérées en début de campagne (août-novembre 1981). Nos expéditions à la CEE, assurées en priorité, se maintiennent à un niveau moyen trimestriel d'environ 1 million de tonnes pour le blé et 500 à 550 milliers de tonnes pour l'orge.

** cette croissance en volume est associée à une baisse des prix de 1 % ce trimestre. Elle fait suite à une évolution inverse au premier trimestre 1982, hausse des prix de 10 %, baisse des volumes de 7 %.

Pétrole brut importé

★ S : INSEE, SC et DG Douanes/D : 15 ■ 56
 ☆ Dollars, francs en données brutes
 Millions de tonnes pour les quantités en CVS
 LOG 200



Cependant, l'effet régressif de ces évolutions a été modéré par le mouvement des prix : depuis le début de 1980, la progression des prix de nos ventes agro-alimentaires est supérieure à celle de nos achats conservant un gain d'environ 5 points sur les termes de l'échange.

Sur la plan prévisionnel, la production céréalière de la nouvelle campagne débutant en août 1982 promet d'être abondante du fait d'une récolte record de blé (collecte attendue en hausse de 7 %).

La production viticole devrait retrouver au moins son niveau de 1980. Celle de vins AOC serait en nette amélioration (+ 25 % sur 1981). De même, la production de pommes retrouve un niveau normal.

La prévision chiffrée s'appuie sur ces résultats favorables à un redressement du volume des exportations qui retrouverait en fin d'année un niveau voisin de celui observé il y a deux ans.

Toutefois la chronologie du redressement pourrait se trouver retardée du fait des difficultés signalées affectant la production animale et de la forte concurrence qui s'exerce sur le marché international du blé. La reconstitution entreprise du cheptel bovin va réduire les disponibilités exportables en animaux vivants, viandes et conserves. De ce fait, l'amélioration du solde enregistré sur ce poste depuis 18 mois va se trouver compromise. L'observation de l'évolution CVS des volumes exportés montre que le retournement de tendance (particulièrement net sur les animaux vivants) est déjà amorcé au premier semestre.

La prévision chiffrée suppose un léger amortissement de la tendance des prix observée depuis au moins 6 mois, ce que conforte le ralentissement des prix annuels à la production depuis avril.

Evolution semestrielle du solde des échanges agro-alimentaires

(milliards de francs CVS)

	1980		1981		1982	
	I	II	I	II	I	II (prév.)
Agriculture	+ 0,7	+ 2,3	+ 3,9	+ 4,8	+ 1,7	+ 3,2
IAA	+ 3,8	+ 5,1	+ 7,1	+ 5,8	+ 5,5	+ 5,6
TOTAL	+ 4,5	+ 7,4	+11,0	+10,6	+ 7,2	+ 8,8
TOTAL ANNUEL	+ 11,9		+ 21,6		+ 16	

5. Les échanges énergétiques

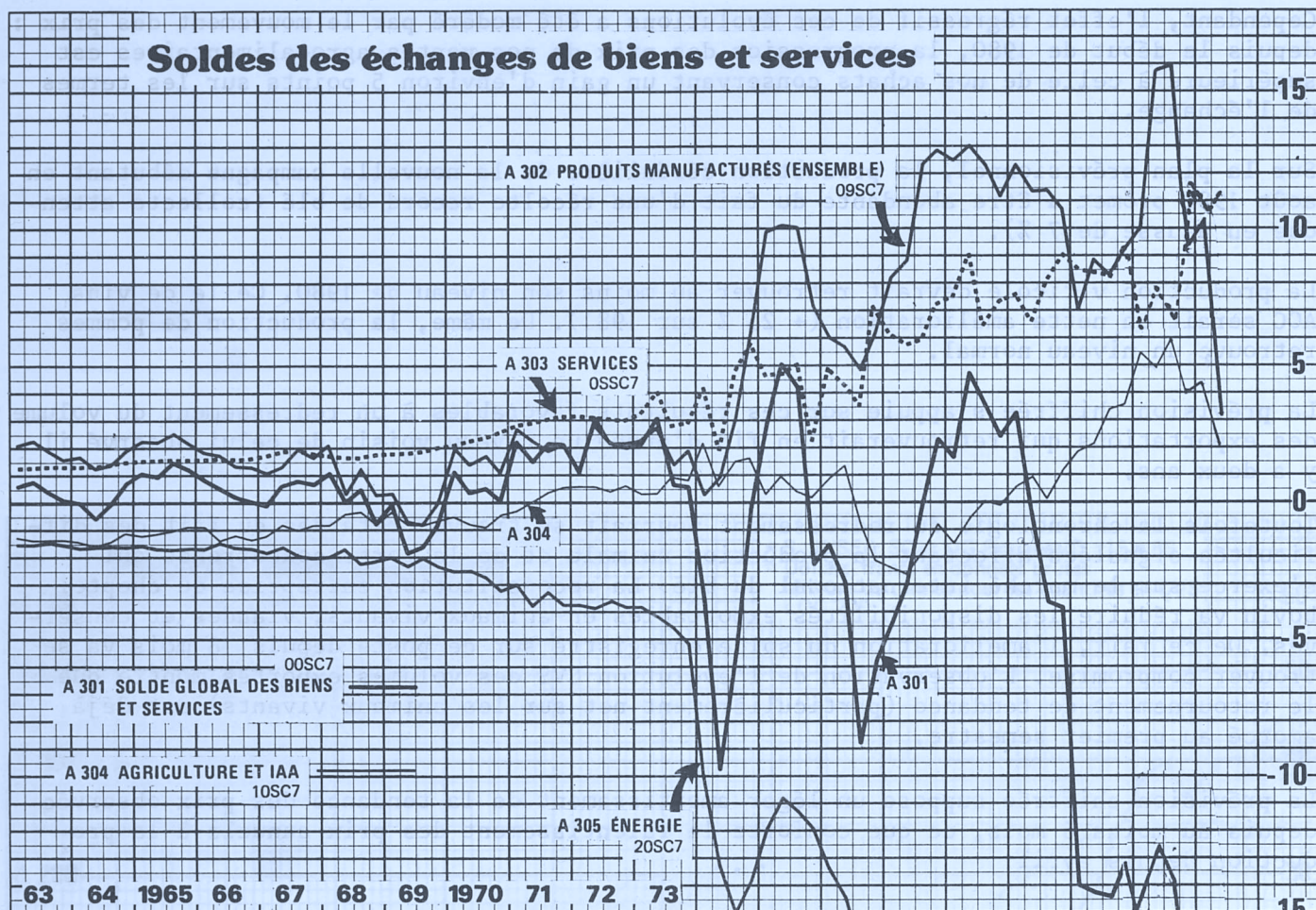
La consommation nationale d'énergie primaire devrait enregistrer en 1982 une baisse de l'ordre de 2 % en termes annuels après une diminution de 2 % en 1981.

Dans le même temps, la production nationale aurait augmenté de près de 4 % en 1982, traduisant la poursuite de la mise en oeuvre du programme nucléaire, alors que toutes les autres sources énergétiques primaires connaissent une diminution modérée de leur production (après conversion en TEP).

Dans ces conditions, la demande d'énergie importée est nettement orientée à la baisse, ce qui se manifeste par :

- Une baisse du volume du pétrole importé (brut et raffiné), de 9 % en termes annuels. On notera que, si le volume global de pétrole importé baisse, par contre l'importation de produits pétroliers raffinés progresse sensiblement. Au second semestre le rythme

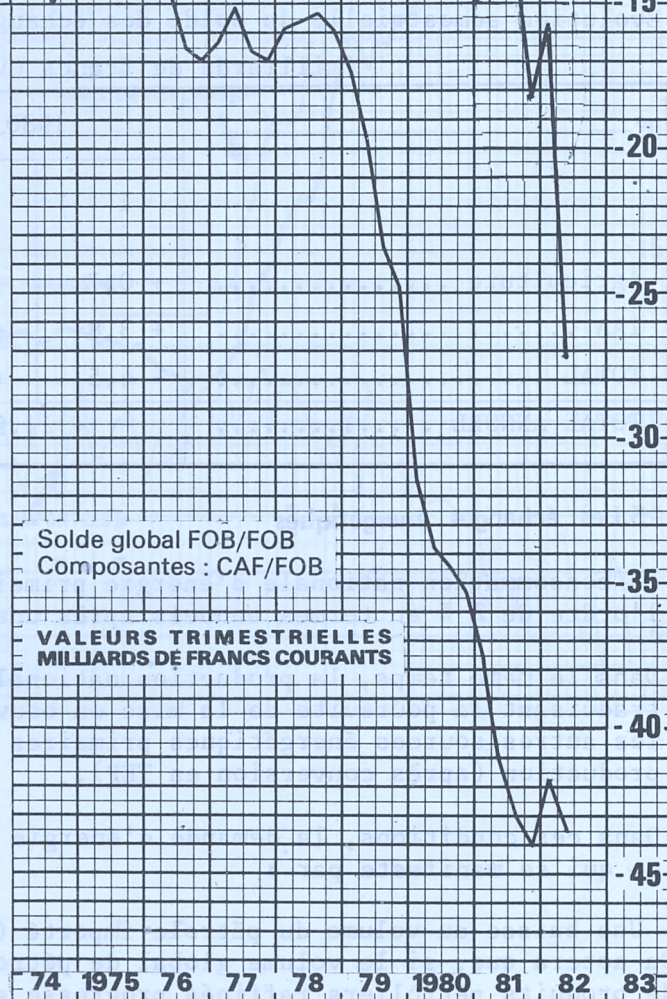
Soldes des échanges de biens et services



GRAPHIQUE DE TENDANCES, cahier vert, page 26. Sources : comptes trimestriels. Ces soldes par grands ensembles de biens et services sont suivis des soldes relatifs à chacun des secteurs manufacturiers (page 27 du cahier vert). Ces séries ouvrent la douzaine de pages consacrées aux échanges commerciaux français. Pour les échanges par produit les lecteurs de «Tendances», cahier vert, trouvent deux sortes de séries :

1. Pour une vue à long-moyen terme, l'utilisateur dispose pour chaque produit des données des comptes trimestriels, en valeur et en volume, sur vingt ans. 2. Pour les vues à court ou très court terme, les conjoncturistes trouvent, dans les loupes de la page, pour chaque produit, les données mensuelles sur trois ans, en valeur et volume, établies à l'INSEE à partir des séries douanières.

COMMENTAIRE EN PAGE DE DROITE



mensuel d'importations de pétrole brut devrait être de 6,3 millions de tonnes, sous l'hypothèse d'une modération du comportement de stockage.

- Une baisse de 20 % du volume du charbon importé (déstockage).

- Une progression de 3 % des importations de gaz, associée à la mise en place d'une nouvelle structure d'origine : l'Algérie et l'URSS ont assuré 60 % de notre approvisionnement au cours du second trimestre 1982.

Compte tenu de la stabilité attendue du prix du baril de pétrole à un niveau de 35 dollars, mais d'un renchérissement important du coût unitaire du gaz importé (+ 28,6 % en dollars entre 1981 et 1982), le déficit de la balance commerciale énergétique devrait atteindre environ 179 milliards de francs en 1982 contre 166 en 1981.

6. Le solde extérieur et la balance des paiements

Depuis un an, le déficit des échanges extérieurs de la France ne cesse de se creuser : 3 à 4 milliards de francs par mois à la mi-1981, 5 à 6 milliards fin 1981 début 1982, puis 9 milliards au printemps 1982.

Si le déficit énergétique est stabilisé depuis un an autour de 15 milliards de francs par mois, en revanche les moins bonnes performances du commerce agro-alimentaire et surtout le mouvement très défavorable de nos échanges de produits manufacturés explique cette évolution. Au deuxième trimestre 1982, les échanges de produits industriels ne dégagent plus que 1 milliard de francs d'excédent par mois au lieu de 5 milliards à la mi-1981. Cette chute des gains liées au commerce des produits manufacturés aurait été beaucoup plus importante si une amélioration de 6 points des termes de l'échange industriel n'était venue compenser partiellement la chute de 15 points du taux de couverture en volume.

Dans les prochains mois, l'amélioration du solde commercial extérieur resterait limitée. Le déficit mensuel serait de l'ordre de 7 milliards par mois au quatrième trimestre, sous l'hypothèse d'un comportement de stockage de produits pétroliers restant modéré. Un léger redressement est prévu pour le solde agro-alimentaire et surtout pour celui des produits manufacturés (par amélioration de 4 points du taux de couverture et quasi-stabilité des termes de l'échange). Le déficit FAB-FAB serait alors de l'ordre de 88 milliards sur l'ensemble de l'année (contre 51 milliards en 1981).

	1981				1981	1982				1982
	1*	2*	3*	4*		1*	2*	3*	4*	
Agriculture ..	0,7	0,5	0,9	0,7	8,3	0,5	-	0,3	0,8	4,9
IAA	1,1	0,7	1,1	0,7	12,2	1,0	0,7	0,8	1,2	11,1
Energie	-12,5	-13,7	-14,4	-14,7	-165,7	-13,9	-14,5	-15,3	-15,7	-178,6
Produits man.	3,6	5,1	5,6	3,3	52,9	3,4	1,1	2,3	2,8	29,0
Solde CAF-FAB	- 7,0	- 6,9	- 6,9	-10	- 92,3	- 9,0	-12,8	-11,7	-10,9	-133,6
Solde FAB-FAB	- 4,0	- 3,4	- 3,6	- 5,8	- 51,0	- 5,6	- 8,9	- 7,9	- 6,8	- 87,9
* Solde mensuel.										

Par ailleurs, le solde traditionnellement excédentaire des services s'est modérément dégradé au cours du premier semestre 1982 : 14,4 milliards de francs contre 16,8 et 15,6 aux second et premier semestres 1981 respectivement. Si les lignes "services de nature commerciale" (déficitaire) et "voyages" (excédentaire) se sont approximativement maintenues, les "services liés aux échanges de technologies" où sont comptabilisés notamment les grands travaux et la coopération technique ont continué de produire un excédent croissant. En revanche le solde jusqu'alors structurellement positif des revenus s'est renversé : un déficit de 1 milliard au premier semestre 1982 a succédé

Solde

- Une baisse de 20 % du volume du charbon importé (déstockage).
- Une progression de 1 % des importations de gaz, associée à la mise en place d'une nouvelle structure d'origine : l'Algérie et l'URSS ont assuré 60 % de notre approvisionnement au cours du second trimestre 1982.

Compte tenu de la stabilité attendue du prix du baril de pétrole à un niveau de 35 dollars, mais d'un renchérissement important du coût unitaire du gaz importé (+ 28,6 % en dollars entre 1981 et 1982), le déficit de la balance commerciale énergétique de la France en 1982 sera de 179 milliards de francs contre 166 en 1981.

6.1. Solde extérieur et la balance des paiements

Depuis un an, le déficit des échanges extérieurs de la France ne cesse de se creuser : 3 à 4 milliards de francs par mois à la fin 1981, 5 à 6 milliards fin 1982 début 1983, puis 9 milliards au printemps 1983.

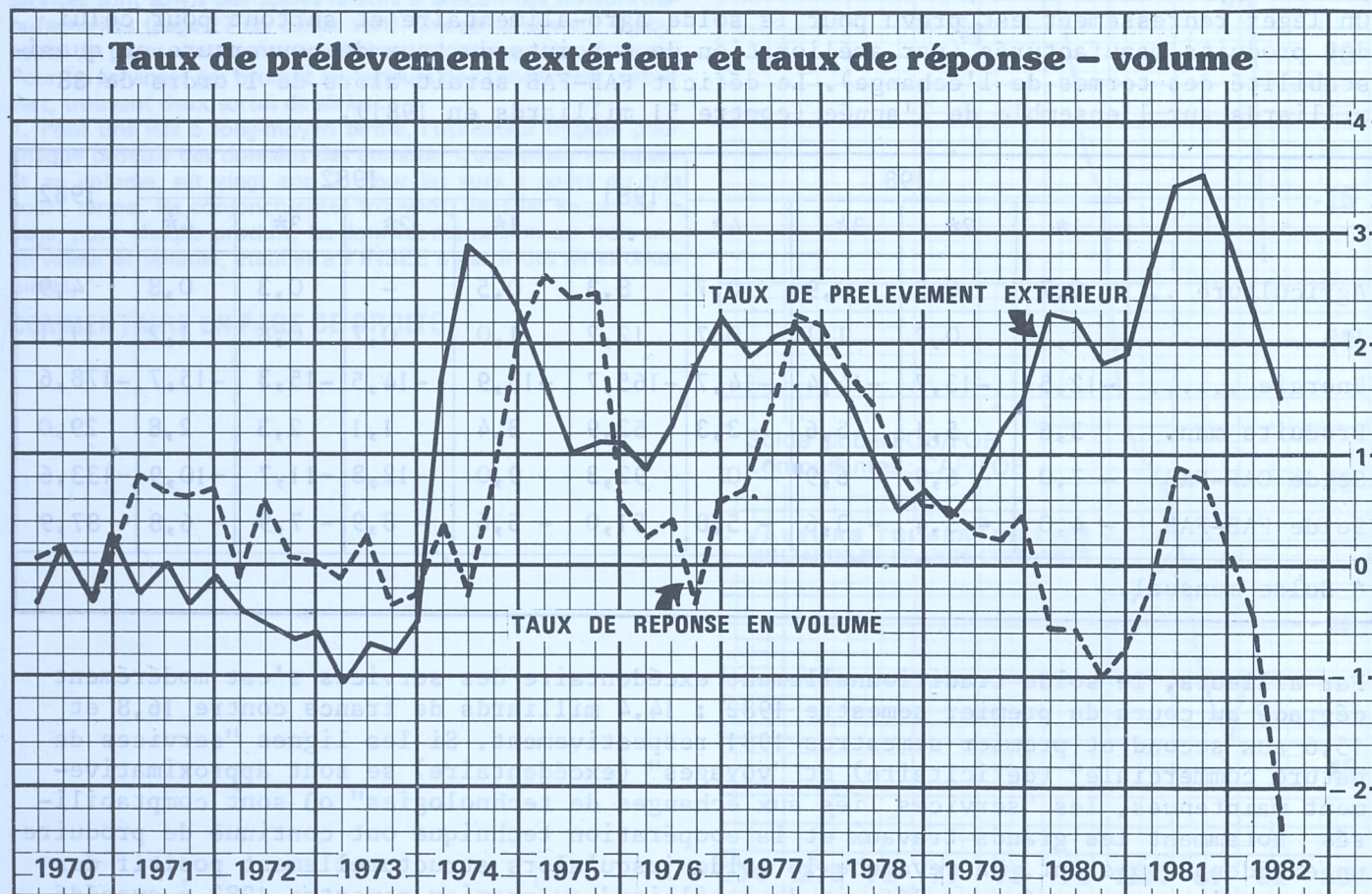
Si le déficit énergétique est stabilisé depuis un an autour de 15 milliards de francs par mois, en revanche les autres performances du commerce agro-alimentaire et surtout le mouvement très défavorable de nos échanges de produits manufacturés expliquent cette évolution. Au deuxième trimestre 1982, les échanges de produits industriels dépassent plus que 1 milliard de francs d'excédent par mois au lieu de 5 milliards de déficit en 1981. Cette chute des gains liés au commerce des produits manufacturés a été beaucoup plus importante si une amélioration de 6 points des ratios de l'exportation sur l'extérieur lors qu'il est négatif.

TAUX DE PRELEVEMENT EXTERIEUR

Il s'agit d'un prélèvement lorsque le taux est positif et d'un prélèvement de la France sur l'extérieur lorsqu'il est négatif.

TAUX DE REPONSE EN VOLUME

Ce taux de réponse en volume traduit une évolution favorable lorsqu'il est positif et s'élève et inversement.



à des excédents de 1,8 milliards au premier semestre 1981 et 0,8 au second. Ce mouvement essentiellement imputable aux "intérêts, dividendes et autres revenus du capital" est étroitement lié à la détérioration de la position nette des banques françaises et au développement de l'endettement à long terme en devises. Un phénomène de même type est observable sur la ligne "services gouvernementaux" qui enregistre en particulier la balance des intérêts perçus et versés sur les avances et engagements.

Au total, le déficit des transactions courantes enregistré au premier semestre a atteint 38,5 milliards de francs contre 25,8 pour l'ensemble de l'année 1981. Le financement en a été assuré pour partie par les entrées de capitaux à court terme du secteur privé non bancaire (+ 5,8 milliards) et du secteur bancaire (+ 9,4 milliards) mais ce sont les avoirs officiels de change qui ont supporté le poids principal de l'ajustement (pour 29,1 milliards).

Au deuxième semestre 1981, le durcissement du contrôle des changes avait permis de couvrir la dégradation du solde des transactions courantes par un accroissement de la position monétaire du secteur bancaire. L'effet bénéfique de la réglementation sur les entrées de capitaux à court terme semble avoir atteint sa limite au premier semestre 1982, l'excédent des entrées sur les sorties s'étant fortement atténué.

De leur côté les flux de capitaux à long terme ont dégagé au premier semestre 1982 un excédent des sorties sur les entrées de 3,2 milliards. Les sorties nettes ont cependant tendance à se réduire du fait de la réalisation d'un important programme d'emprunts encouragés (27,8 milliards de tirages nets au premier semestre 1982 contre 16,3 et 17,5 au cours des deux semestres précédents). Cette ligne devrait au deuxième semestre 1982 contribuer positivement au financement du solde des transactions courantes du fait notamment de l'emprunt de 4 milliards de dollars contracté par la République Française courant septembre.

7. Difficultés structurelles du commerce extérieur

L'évolution récente du commerce extérieur français peut être située avec profit dans une perspective plus longue. Le graphique ci-contre juxtapose deux courbes (1) : le taux de prélèvement extérieur désigne l'impact d'une détérioration des termes de l'échange. C'est, rapportée au PIB évalué à francs courants, la différence entre le solde extérieur à prix courants et la valeur qu'aurait eu ce solde si prix à l'exportation et prix à l'importation avaient évolué comme le prix du PIB depuis une année de base (ici l'année 1970), c'est-à-dire s'il n'y avait eu aucune déformation de la structure des prix du commerce extérieur. Les différents chocs pétroliers ou dollar sont aisément repérables sur cette courbe : en particulier on y voit que la revalorisation des prix à l'exportation avait quasiment annulé à la mi-1979 le prélèvement extérieur issu du choc pétrolier de 1973 et relancé en 1977. Mais les années 1980-1981 voient se succéder de nouvelles hausses pétrolières puis la dérive à la hausse du dollar, ce qui induit une remontée du taux de prélèvement, dont la résorption ne débute qu'à la mi-1981.

La seconde courbe représente le taux de réponse-volume des agents nationaux au prélèvement extérieur : c'est, rapportée au PIB à francs courants, la différence entre le solde extérieur à prix courants et la valeur qu'aurait eu ce solde si exportations et importations avaient cru en volume comme le PIB tout en gardant leurs propres évolutions de prix. Si le volume des importations croît moins vite que le PIB ou si le volume des exportations croît plus vite que ce dernier, ces évolutions induisent une réponse-volume positive, qui contrecarre l'effet négatif du prélèvement extérieur sur le solde extérieur.

Or, si les hausses du prélèvement extérieur en 1973-74 et 1977 ont été très vite suivies d'une réponse-volume positive, c'est beaucoup moins vrai pour la période récente : la réponse-volume au double choc pétrole-dollar de 1979-1981 est en fait localisée sur

(1) Pour plus de précision et de rigueur sur les notions exposées et les analyses évoquées dans ce qui suit, voir l'article de F. MEUNIER "Qui paie la facture pétrolière ?" à paraître dans *Economie et Statistique* de novembre 1982.

deux trimestres (2ème et 3ème 1981) et reste limitée. L'écart entre les deux courbes est remarquablement élevé et n'est pas aujourd'hui résorbé. A s'en tenir à un strict plan descriptif, trois mouvements successifs se sont enchaînés qui expliquent cette évolution :

- le maintien d'une consommation des ménages forte, par le biais d'une baisse du taux d'épargne, durant toute l'année 1979, alors même que le prélèvement extérieur s'élève et pèse sur le pouvoir d'achat des ménages. De ce fait l'activité reste élevée et les flux d'importation également.
- la hausse considérable dès 1980 des taux de pénétration. Compte tenu du niveau de dégradation de la compétitivité sur le marché intérieur, les importations ont affiché une particulière résistance à la récession, intervenue lorsque la consommation des ménages à elle-même fléchi. Cette tendance à une forte progression des taux de pénétration se poursuit aujourd'hui, au-delà des irrégularités trimestrielles.
- Enfin, la baisse, dont l'interprétation reste partielle au vu des relations habituelles et des données connues, des exportations françaises depuis trois trimestres n'a pas permis à la réponse-volume positive apparue à la mi-1981 de s'affirmer.

Il y a donc depuis trois ans une difficulté nouvelle du commerce extérieur français à répondre aux perturbations de l'environnement international. Sans qu'il soit question d'en analyser ici les causes profondes, cette difficulté renvoie à des évolutions structurelles, dont l'origine n'est pas récente et qui s'expriment sur le double plan de la maîtrise du marché intérieur et de la capacité à exporter.

1. La production manufacturière

Au premier semestre, les composantes de la demande de produits manufacturés ont connu des évolutions très différenciées : dynamisme de la consommation des ménages, recul prononcé des exportations, regain ponctuel d'investissement au second trimestre. La demande hors stocks a connu un glissement quasi-nul. Dans un tel contexte et compte tenu également d'incertitudes générées par le climat d'ensemble, notamment en matière monétaire et financière, les anticipations des entreprises se sont avérées mal assurées ou fragiles : de ce fait la forte variation de stocks du premier semestre, qui a pu correspondre à un comportement de précaution et à de meilleures anticipations de la demande, revêt en fin de compte un caractère partiellement involontaire notamment dans le cas des biens de consommation. Dans le cas des biens intermédiaires, les industriels sont restés, comme on l'a vu, très réservés sur l'appréciation du niveau de leurs stocks en forte croissance au premier semestre.

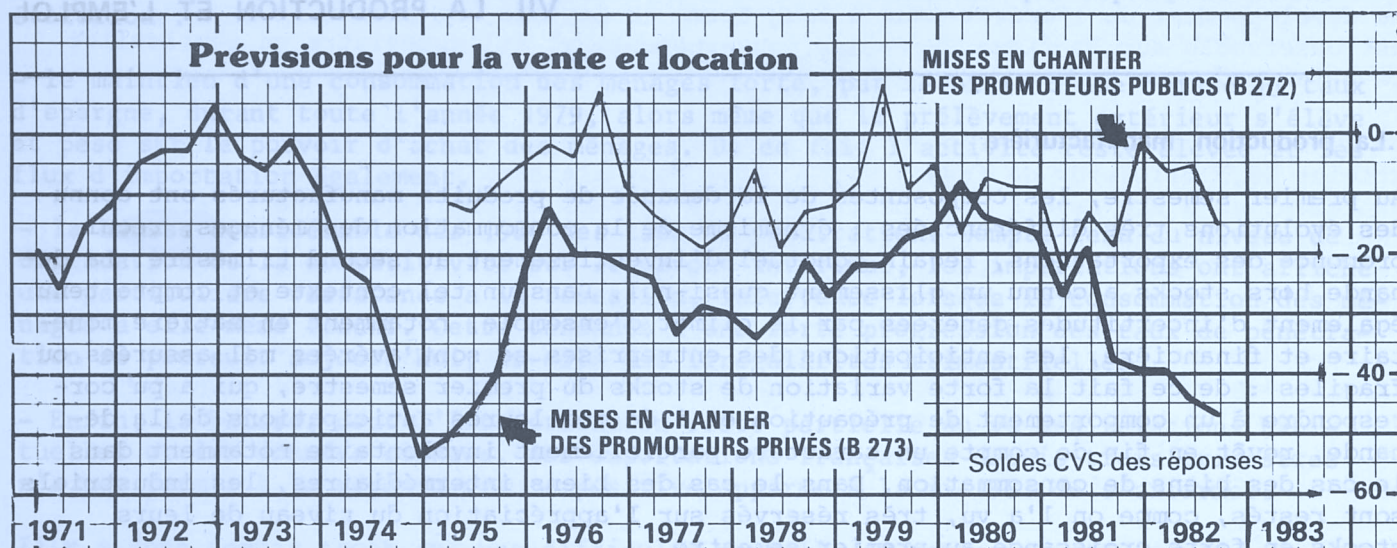
La stabilisation attendue de l'encours de stocks relativement à la demande totale entraînera au second semestre une contribution négative des stocks à la croissance de la production industrielle. Comme la demande hors stocks garde une tendance plate (son glissement sur l'année sera quasi nul, comme sur chacun des deux semestres), la demande totale est orientée négativement à partir du second semestre : ce sont les variations de stocks qui sont donc à l'origine de ce retournement.

Bien que le partage de l'offre puisse connaître une amélioration provisoire au second semestre (cf. chapitre sur les échanges extérieurs), la production manufacturière sera néanmoins orientée à la baisse. Cette diminution sera de l'ordre d'un point et demi. Sur l'année le glissement sera légèrement négatif (- 1,0 %) et la progression quasi nulle en moyenne annuelle.

	1981/80	1° sem. 1982*	2° sem. 1982* (prévision)	1982/81
Demande hors stocks de produits manufacturés	+ 0,9	- 0,2	+ 0,3	+ 0,6
Variations de stocks (milliards de Francs 1970)	+ 7,8	+10,4	+ 6,4	+17,5
Importations	- 0,2	+ 3,3	- 4,5	+ 4,4
Production	- 1,6	0,6	- 1,6	+ 0,0
* glissement semestriel				

Ce schéma concerne particulièrement les secteurs de biens intermédiaires : la stabilité de la production au premier semestre ferait place à un recul prononcé au second semestre, s'expliquant à la fois par un fléchissement de la demande hors stocks et un ralentissement du stockage, stabilisant le rapport de l'encours de stocks à la demande totale. Les deux composantes principales de la demande hors stocks, dont l'une - les exportations - était en baisse au premier semestre, et l'autre - les emplois en consommations intermédiaires - stable, sont désormais en phase : leur orientation est simultanément négative au second semestre, même si les exportations bénéficient éventuellement d'un léger mieux de la situation internationale en fin d'année. Les producteurs, dès le mois de juin, anticipaient ce mouvement de baisse de la demande hors stocks. Les intentions de commande des grossistes sont également très basses. Dès lors, la

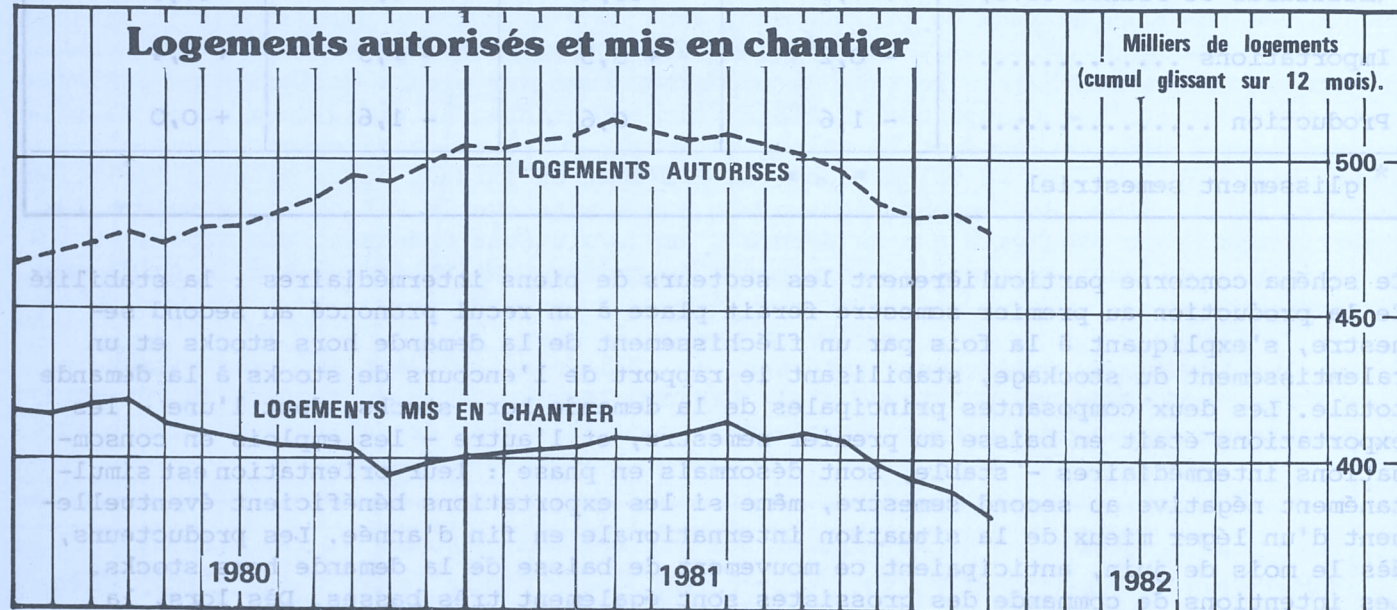
PERSPECTIVES DE MISES EN CHANTIER POUR LES TROIS PROCHAINS MOIS



La stabilisation attendue de l'encours de stocks, relativement élevée, demande toutefois aux constructeurs un second semestre une contribution négative des stocks dans le rapprochement de la production industrielle. Comme la demande pour les logements reste en hausse, le glissement sur l'année sera quasi nul, comme sur chacun des deux semestres, la demande de totale est orientée négativement à partir du second semestre : ce sont les variations de stocks qui sont donc à l'origine de ce retournement.

Bien que le partage de l'offre puisse connaître une amélioration provisoire au second semestre (cf. chapitre sur les équilibres extérieurs), la production manufacturière sera néanmoins orientée à la baisse. Cette diminution sera de l'ordre d'un point et demi. Sur l'année le glissement sera légèrement négatif (-1,0 %) et la progression quasi nulle en moyenne annuelle.

1981/80	1 ^{er} sem. 1982	2 ^e sem. 1982	1982/81
+0,9	-0,2	+0,3	+0,6
+7,8	+10,4	+6,4	+17,5



constitution de stocks de produits finis devrait s'adapter à cette évolution, ce que traduit le pronostic émis.

L'orientation de l'activité serait moins défavorable dans les biens de consommation courante et l'équipement ménager, sans que cette branche échappe pour autant à l'infléchissement de sa croissance. Un repli, pour des raisons analogues à celles concernant le secteur précédent devrait intervenir au cours du second semestre et il est d'ailleurs anticipé par les producteurs : fléchissement de la demande hors stocks, amplifié par un ralentissement du stockage.

Dans l'automobile, des facteurs contradictoires jouent : les grèves du printemps ont pu inciter à un certain rattrapage ultérieur de production, mais il est douteux que les marchés perdus depuis le printemps et à l'été pour un ensemble de raisons (pertes de compétitivité, déficit de l'offre au printemps) puissent être retrouvés. Dans ces conditions, la production resterait peu dynamique. Elle a probablement encore baissé au troisième trimestre et se stabiliserait en fin d'année.

Ce n'est que dans le secteur des biens d'équipement professionnels que la production resterait orientée de façon modérée dans le sens d'une progression de la production sur l'ensemble du second semestre : la stabilisation de l'investissement global et une amélioration passagère du partage de l'offre en seraient à l'origine.

La production manufacturière par grandes branches

	1981/80	1° sem. 1982	2° sem. 1982 (prévision)	1982/81
Biens intermédiaires	- 3,9	+ 0,1	- 4,7	- 1,5
Equipement professionnel ..	+ 3,0	+ 0,2	+ 2,3	+ 0,2
Construction automobile ...	- 6,3	- 0,5	- 3,3	- 1,4
Biens de consommation	- 1,3	+ 2,0	- 1,2	+ 1,8
Equipement ménager	- 0,9	+ 2,1	+ 3,3	+ 6,7
TOTAL	- 1,6	+ 0,6	- 1,6	+ 0,0

2. Le secteur BTP

L'activité de l'ensemble des entreprises du secteur bâtiment et génie civil est restée médiocre pendant toute la première moitié de l'année et les divers indicateurs actuellement disponibles n'annoncent pas d'amélioration pour le troisième trimestre. Il devrait donc en résulter un recul assez net du volume des travaux pour 1982.

Dans le secteur du logement, les statistiques de mises en chantier et d'autorisations de construire, pour lesquelles on ne connaît que les quatre premiers mois de l'année font état de baisses respectives de 15 % et 14 % par rapport à la même période de 1981. Ce recul touche à peu près également la construction collective et individuelle mais il est particulièrement prononcé pour le secteur libre de financement.

Pour 1981, le chiffre de 400 000 logements commencés avait été atteint, marquant ainsi une stabilisation, mais l'on peut penser que cette année, compte tenu des résultats disponibles, leur nombre pourrait baisser autour de 370 000.

Les promoteurs constructeurs interrogés en juillet estiment toujours dans une forte proportion que la demande de logements neufs est faible et pensent que les moyens de financement des acheteurs sont encore en baisse : ils envisagent donc pour la majorité une réduction de leurs mises en chantier.

constitution de stocks de produits finis devrait s'adapter à cette évolution, ce qui

traduit le pronostic émis.

PERSPECTIVES DE MISES EN CHANTIER POUR LES TROIS PROCHAINS MOIS

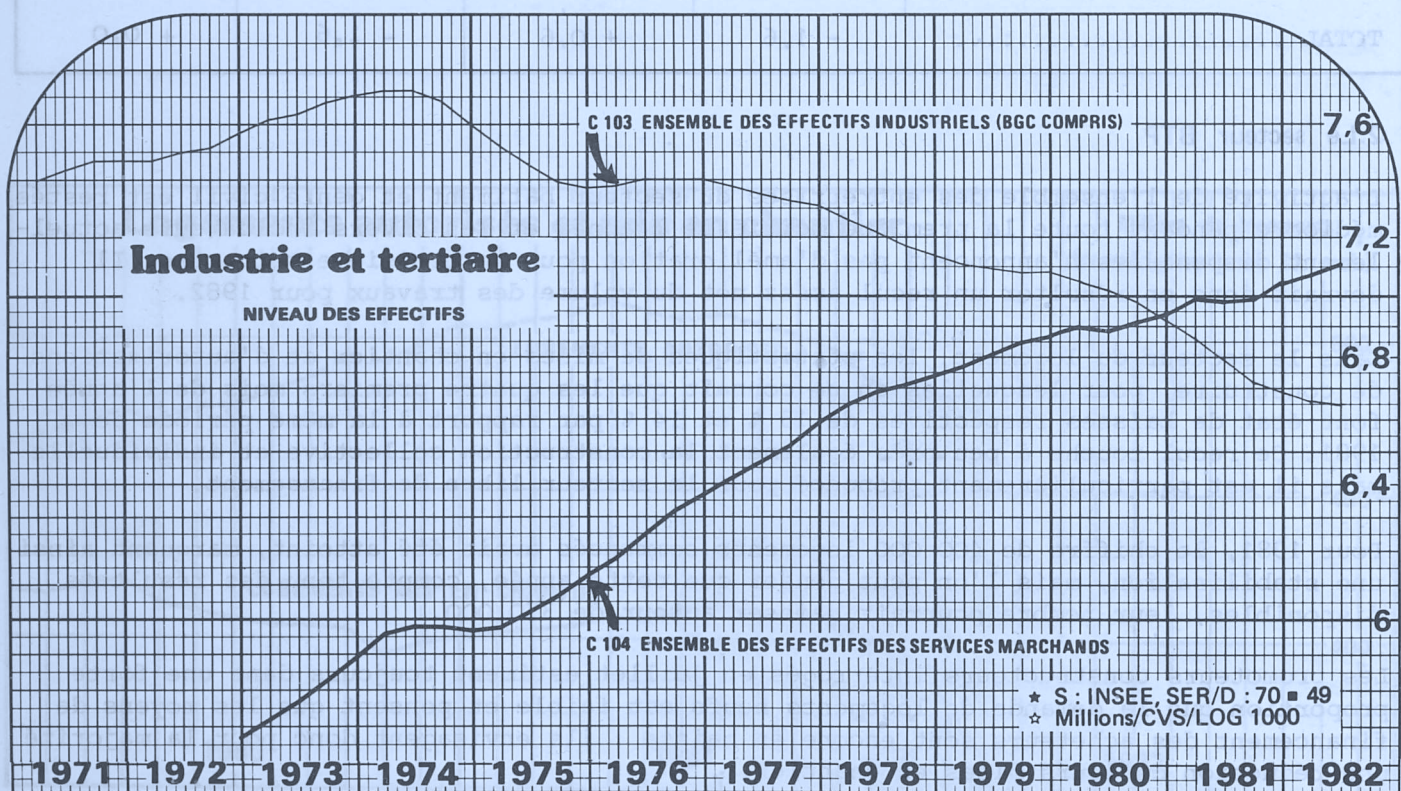
L'orientation de l'activité sera moins défavorable dans les plans de consommation courante et l'équipement ménager, sans que cette hausse puisse être jugée à l'in- fidèlement de la production. En effet, pour des raisons analogues à celles concer- nant le secteur précédent, devrait intervenir au cours du second semestre et il est attendu que les producteurs s'efforcent de l'équilibrer de la demande. Les stocks, amplifiés par un ralentissement du stock.

Dans l'automobile, les producteurs continuent à travailler : les grèves de printemps ont pu limiter à un certain rythme la production, mais il est prévu que les marchés perdus de fin de printemps et de fin d'été pour un ensemble de raisons (pertes de compétitivité, déficit de l'offre au printemps) puissent être retrouvés. Dans ces conditions, la production resterait peu ébranlée. Elle s'efforcerait encore d'être en rythme d'été et se stabiliserait en fin d'année.

Ce n'est que dans le secteur des biens d'équipement professionnels que la production résisterait à la baisse. Dans le cas d'une progression de la production sur l'ensemble du second semestre, la production de biens d'équipement professionnels passerait du rang de l'offre en septembre à l'origine.

La production manufacturière par grandes branches

1982/81	1 ^{er} sem. 1982	2 ^e sem. 1982 (prévision)	1981/80
- 1,5	- 4,7	+ 0,1	- 3,9
+ 0,2	+ 2,3	+ 0,2	+ 3,0
- 1,4	+ 3,3	- 0,5	- 6,3
+ 1,8	- 1,2	+ 2,0	- 1,3
+ 6,7	+ 3,3	+ 2,1	- 0,8



Pour l'instant, les mesures de soutien prises en faveur du logement n'ont pas encore manifesté leur effet et il est probable que le renforcement du droit des locataires et la taxation de la fortune ont contribué à l'attentisme des investisseurs.

Pour les travaux d'amélioration et d'entretien qui concernent plus directement le second oeuvre une légère amélioration est ressentie par les entrepreneurs récemment interrogés mais les carnets de commandes restent bien dégarnis pour les mois à venir et les prévisions d'activité concernant le troisième trimestre ne sont guère optimistes.

En ce qui concerne les autres bâtiments, la situation ne paraît guère plus favorable. En effet, les statistiques relatives aux premiers mois de l'année montrent une baisse quasi-générale d'activité, particulièrement importante pour les bâtiments à usage industriel, commercial et les bureaux. D'après l'enquête de juillet les carnets de commandes qui restent très dégarnis seraient jugés de manière à peu près semblable pour la clientèle privée et pour la clientèle publique.

En ce qui concerne les travaux publics, l'activité se serait moins dégradée pendant la seconde moitié du semestre qu'à son début, mais le volume des commandes reçues continue néanmoins à se réduire.

Les perspectives restent donc dans l'ensemble plutôt médiocres pour les divers secteurs du B.T.P. et l'espoir d'une faible reprise formulé à la fin du printemps semble devoir être à nouveau repoussé. Il est maintenant probable que même si le second semestre marque une stabilisation de l'activité, voire une légère amélioration en fin d'année, les résultats médiocres du premier semestre ne pourront pas être compensés et l'ensemble de l'année devrait se solder par un repli assez marqué.

3.L'emploi et le marché du travail

3.1 - La durée du travail

L'ordonnance de janvier 1982 sur la réduction du temps de travail a eu des conséquences à la fois massives et rapides sur la durée hebdomadaire travaillée dans les entreprises. Au cours du premier trimestre, la baisse de la durée moyenne a atteint une heure. Ceci se vérifie dans pratiquement tous les secteurs d'activité. Seul le secteur des hôtels-café-restaurants semble avoir encore des horaires étendus (41,2 heures début juillet 1982).

La baisse enregistrée au deuxième trimestre a été beaucoup plus faible : 1 dixième d'heure en données C.V.S. (4 centièmes en données brutes). L'essentiel de la réduction s'est produit en début d'année et la prévision d'une stabilisation de la durée du travail un peu en-dessous des 39,40 heures semble pouvoir être maintenue jusqu'à la fin 1982. Dans les industries manufacturières, les horaires de travail resteraient légèrement inférieurs : environ 39,15 heures, ce qui correspond à une diminution sur l'année 1982 de l'ordre de 2,6 % en glissement. La réduction sur un an de la durée du travail devrait être supérieure dans le tertiaire marchand (notamment les commerces et les transports-télécommunications), les industries agro-alimentaires et surtout dans le bâtiment - génie civil : dans tous ces secteurs, elle dépasse 3 %.

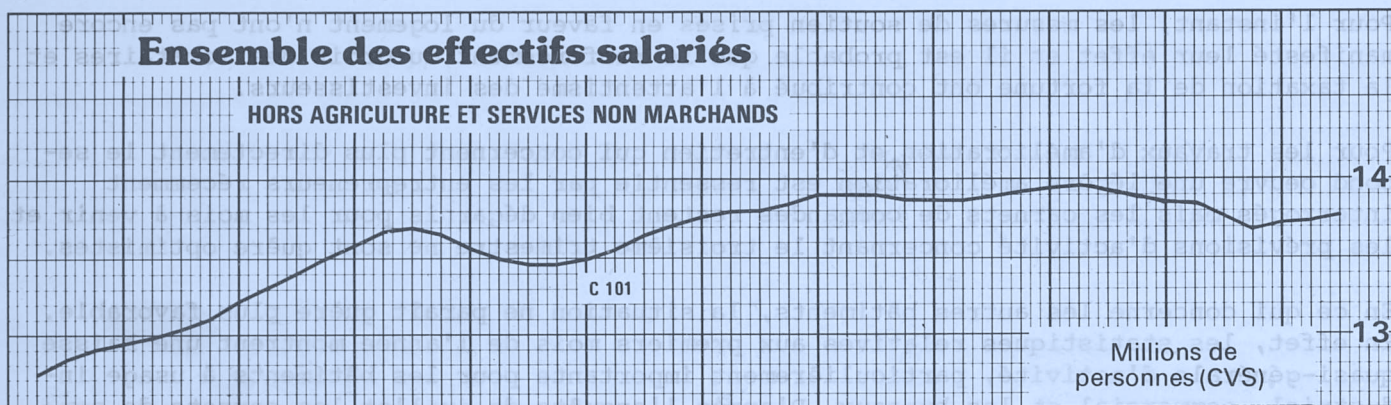
3.2 - Les effectifs occupés

L'évolution des effectifs occupés au cours du second trimestre confirme les inflexions de tendance décelées à la fin 1981 (1) ; les effectifs de l'industrie manufacturière et des IAA ne diminuent plus et ont même faiblement progressé au second trimestre (+ 0,1 %) après une faible baisse au premier trimestre (- 0,3 %). Tous les secteurs obéissent à ce schéma, sauf les biens intermédiaires, dont les effectifs restent orientés à la baisse, de façon certes très ralentie (- 0,7 % sur le semestre). Ces

(1) Les chiffres qui suivent ne sont pas directement issus de l'enquête du Ministère du travail mais sont issus des Comptes Trimestriels qui utilisent cette enquête. Ce sont des chiffres en moyenne trimestrielle.

Ensemble des effectifs salariés

HORS AGRICULTURE ET SERVICES NON MARCHANDS



GRAPHIQUE DE TENDANCES, cahier bleu, page 46. Source : série INSEE d'effectifs salariés. Elles se prêtent mieux au repérage des tendances de l'emploi que les séries de l'enquête trimestrielle du ministère du Travail qui sont affectées par des biais importants. Ces séries INSEE indiquent en valeur absolue les effectifs au dernier jour du trimestre. Elles traduisent l'évolution tant sur courte que sur longue période du niveau réel des effectifs salariés. VOIR AUSSI : les séries sectorielles pages 46 à 49 du cahier bleu.

Les perspectives restent donc dans l'ensemble plutôt médiocres pour les divers secteurs du B.T.P. et l'espoir d'une faible reprise formelle à la fin du printemps semble devoir être à nouveau repoussé. Il est maintenant probable que même si le second semestre marque une stabilisation de l'activité, voire une légère amélioration en fin d'année, les résultats médiocres du premier semestre ne pourront pas être compensés et l'ensemble de l'année devrait se solder par un repli assez marqué.

3.1. L'emploi et le marché du travail

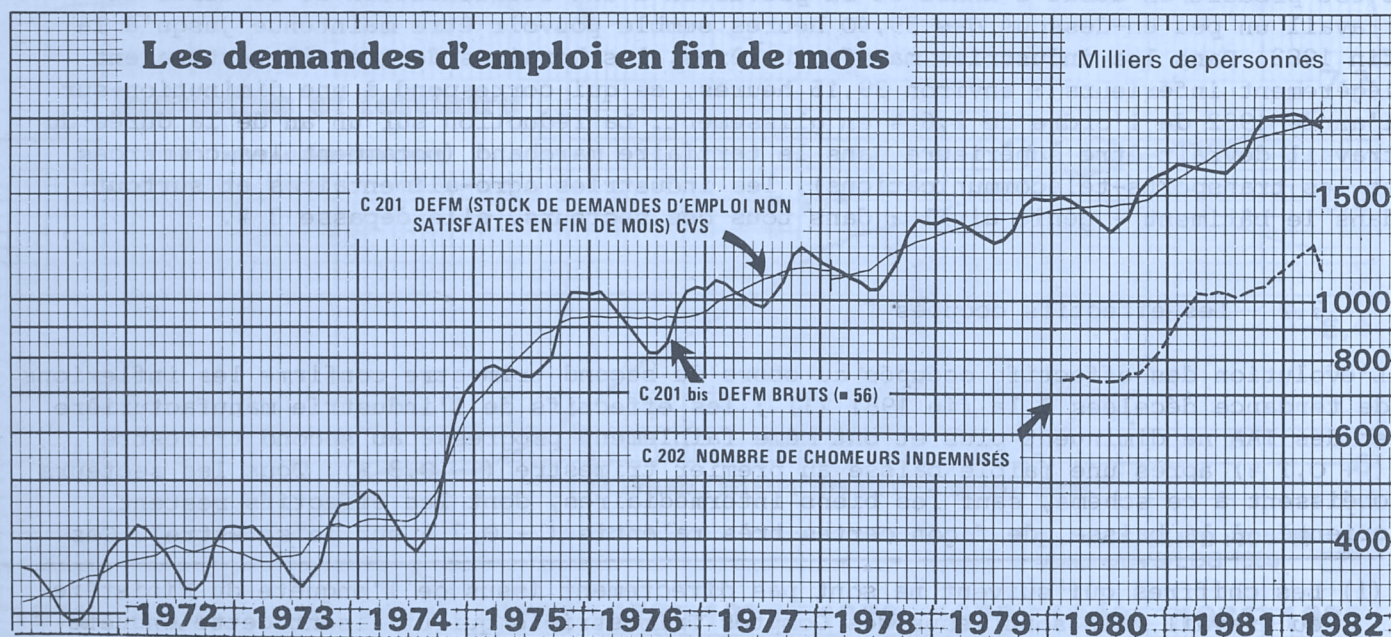
3.1 - La durée du travail

L'ordonnance de janvier 1982 sur la réduction du temps de travail a eu des conséquences à la fois massives et rapides sur la durée hebdomadaire travaillée dans les entreprises. Au cours du premier trimestre, la baisse de la durée moyenne a atteint une heure. Ceci se vérifie dans pratiquement tous les secteurs d'activité. Seul le secteur des hôtels-café-restaurants semble avoir encore des horaires étendus (41,2 heures début juillet 1982).

GRAPHIQUE DE TENDANCES, cahier bleu, page 52. Source : les dénombrements effectués par l'ANPE. Les demandes non satisfaites sont accompagnées ici des autres données d'ensemble mensuelles du marché du travail.

Les demandes d'emploi en fin de mois

Milliers de personnes



résultats sont d'autant plus favorables qu'un nombre non négligeable de titulaires de stages pratiques du plan Avenir-Jeunes ont terminé leur stage à ce moment.

Dans le B.T.P. et le tertiaire marchand, les évolutions se situent plus dans le prolongement de celles enregistrées précédemment : les effectifs du B.T.P. continuent à chuter à un rythme de 4 % l'an, conforme à l'évolution dépressive du secteur.

Globalement, les effectifs des secteurs marchands (hors agriculture et services financiers) se sont accrus de 0,3 % sur le premier semestre.

Ces évolutions favorables ne sont explicables que pour partie par les effets de la réduction de la durée du travail (cf. chapitre sur la politique de l'emploi). Dans le cas de l'industrie (hors B.T.P. mais y compris I.A.A.), la réduction de la durée du travail n'explique qu'un gain de 0,5 % d'effectifs sur le semestre.

D'autre part, la régularisation exceptionnelle de travailleurs étrangers clandestins opérée à partir de la fin 1981 ou encore les possibilités d'intégration de la main d'oeuvre à statut précaire prescrites par l'ordonnance de janvier 1982 ont pu gonfler quelque peu les effectifs industriels recensés par l'enquête du Ministère du Travail. Mais ces effets restent limités.

Au-delà c'est sans doute l'appréciation correcte des tendances de la productivité qui est en question. Au lendemain de la récession de 1975 le retour à une croissance ralentie de 3 % l'an environ avait été associé à un ralentissement des tendances de la productivité du travail. Il n'est pas à exclure que le nouveau ralentissement de la croissance depuis 1980 entraîne des gains de productivité encore plus modérés (hors effet de la réduction de la durée du travail). Dans ce contexte, la réduction de la durée du travail, en étant incitatrice à des réorganisations du processus de production, peut être le moyen de dégager des gains de productivité. Si la productivité croît fortement en 1982 (+ 4,3 % pour l'ensemble des secteurs non agricoles), l'effet de la réduction intervient pour au moins 2 %.

Productivité, durée, et emploi pour l'ensemble des branches

	1981				1981 /1980	1982				1982 /1980
	1	2	3	4		1	2	3	4	
1.Effectifs marchands	-0.2	-0.4	-0.6	-0.2	-1.0	0.1	0.2	0.2	0.1	-0.2
dont : industrie manufacturière ...	-1.1	-1.2	-1.2	-0.9	-3.8	-0.3	0.1	0.1	-0.2	-1.8
2.Durée hebdoma- daire du travail	-0.1	-0.2	-0.1	-0.2	-0.5	-1.5	-1.2	-0.1	-0.1	-2.7
dont : industrie manufacturière ...	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1	-0.7	-1.2	-1.2	-0.1	-0.1	-2.4
3.Productivité horaire du travail	-0.2	1.7	0.7	1.2	1.4	1.0	2.2	-0.4	0.4	4.3
dont : industrie manufacturière ...	0.4	2.9	1.3	1.3	3.0	0.6	2.7	-1.6	0.3	4.3

Sur le second semestre, compte tenu d'une activité globalement stagnante, d'une baisse de la production industrielle et des effets classiques de cycle de productivité, l'évolution des effectifs sera du même ordre qu'au premier semestre. Mais l'année se terminera sur une tendance moins favorable que celle qui se dessine depuis le début de l'année. Les effectifs manufacturiers encore en hausse au troisième trimestre (+ 0,1 %) baisseront au quatrième (- 0,2 %), tandis que les secteurs non industriels, globalement, conserveront leur rythme tendanciel. Sur l'ensemble de l'année, considérée en glissement, l'emploi industriel reste stable, les effectifs du B.T.P. chutent de l'ordre de 4 % et ceux du tertiaire marchand croissent d'environ 2 %.

3.3 - Le marché du travail

La progression du nombre de demandeurs d'emploi s'est poursuivie au cours des six premiers mois de 1982 à un rythme légèrement supérieur à celui du deuxième semestre 1981 (+ 140 000 contre + 120 000 au second semestre 1981, en évolution C.V.S.). Depuis le milieu de cette année, les demandes d'emploi en fin de mois se sont stabilisées en deçà des 2 050 000 unités en données C.V.S.

Cependant, l'évolution plus favorable que prévue des effectifs occupés au cours du second trimestre aurait dû conduire à une amélioration plus précoce et un peu plus sensible. Mais une arrivée plus massive à l'ANPE de jeunes ou de personnes en reprise d'activité dès le printemps a pu jouer en sens inverse : c'est effectivement ce que l'on peut constater en juin dernier, où 60 000 personnes à la recherche d'un premier emploi se sont inscrites à l'ANPE contre 40 000 à la même période en 1981. Au mois de juillet, divers indices d'amélioration sur le marché du travail apparaissent : progression du nombre de demandes satisfaites, du nombre d'offres déposées, ralentissement des entrées-en chômage. De plus, l'effet favorable des contrats de solidarité et des mesures prévues à la rentrée en faveur des jeunes - sous réserve d'une bonne réussite de ces dernières - devrait jouer sur le second semestre. Le niveau C.V.S. des demandes d'emploi en fin de mois pourrait peu varier d'ici la fin de l'année, ce qui correspond à ce moment à un nombre d'environ 2 170 000 demandeurs en données brutes.

Productivité, durée, et emploi par l'ensemble des branches

1982	1981				1980			
	1	2	3	4	1	2	3	4
1. Effectifs	...	-0.2	-0.4	-0.5	-0.3	-0.4	-0.4	-0.5
2. Durée	...	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
3. Emploi	...	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
4. Productivité	...	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
5. ...	...	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
6. ...	...	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
7. ...	...	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
8. ...	...	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
9. ...	...	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
10. ...	...	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
11. ...	...	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
12. ...	...	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
13. ...	...	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
14. ...	...	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
15. ...	...	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
16. ...	...	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
17. ...	...	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
18. ...	...	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
19. ...	...	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
20. ...	...	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1

Les diverses composantes de la demande totale ont suivi au premier semestre 1982 des évolutions très contrastées : forte régression des exportations, traduisant conjointement la faiblesse de la demande mondiale et la perte de 5 % de parts de marché depuis la fin 1980 ; dynamisme de la consommation des ménages, soutenue par les forts gains de prestations sociales du début d'année, regain ponctuel d'investissement productif. Le glissement semestriel de la demande totale hors stocks était en définitive quasi-nul sur cette première partie de l'année, aussi bien pour les seuls produits manufacturés que pour l'ensemble des biens et services marchands.

La production manufacturière et le PIB marchand ont cependant connu une meilleure évolution : + 0,6 % et + 0,8 % respectivement sur le semestre, malgré un premier trimestre médiocre. La reprise de l'activité, qui datait du printemps 1981, ne s'était donc pas interrompue à la veille de l'été dernier, bien qu'elle se soit affaiblie par rapport aux taux de croissance enregistrés courant 1981. Cette meilleure tenue de la production que de la demande hors stocks ne s'explique pas par le mouvement des importations : celles-ci ont continué, malgré un repli provisoire en début d'année, à croître plus vite que la demande et la production sur le premier semestre : + 2,2 % pour les importations totales, + 3,3 % pour les importations de produits manufacturés.

L'élément explicatif est en fait un stockage largement positif, dans la continuité d'un mouvement entamé au quatrième trimestre 1981. La contribution des stocks à la croissance de l'offre s'est avérée très forte sur la période allant du quatrième trimestre 1981 au second 1982, malgré une pause au premier trimestre de cette année. Mais, de ce fait, le rapport des encours de stocks à la production reste à un niveau élevé, qu'il soit apprécié par les enquêtes de conjoncture ou par les comptes trimestriels. La résorption des excès de stocks de produits finis accumulés en 1979-1980 semble avoir été très incomplète, puisqu'elle s'est limitée en fait aux seuls deuxième et troisième trimestres 1981. La forte formation de stocks du premier semestre revêt un caractère partiellement involontaire : elle peut s'expliquer par la fragilité des anticipations des entreprises dans un contexte incertain.

Dans le même temps la capacité de l'économie française à poursuivre, dans le cadre d'un environnement international défavorable, la reprise enregistrée en 1981 s'est trouvée fortement compromise par le développement de déséquilibres de deux ordres : d'une part le ralentissement de l'inflation française reste trop lent, jusqu'à la veille de l'été, pour empêcher la différence d'inflation entre la France et ses principaux partenaires d'atteindre 6 à 7 % l'an à ce moment. D'autre part la baisse des exportations et le maintien des taux de pénétration sur une tendance nettement orientée à la hausse, au-delà de fluctuations au trimestre le trimestre, creusent le déficit extérieur. De fait l'équilibre des ressources et des emplois présente, depuis le troisième trimestre 1981, une configuration bien particulière (cf. tableau) : la croissance du PIB marchand est soutenue par une forte contribution de la demande intérieure et, plus précisément, de la consommation des ménages et des variations de stocks. Par contre, le solde extérieur (exportations moins importations) exerce depuis ce même moment une contribution très négative à la croissance du PIB marchand. Les décisions gouvernementales de juin dernier (réajustement monétaire au sein du SME, blocage des salaires et des prix) sont intervenues dans ce contexte. Elles ont notamment pour objectif de favoriser une décélération générale des rythmes d'évolution nominale et de rétablir l'équilibre extérieur. Au-delà de l'effet immédiat du blocage, la mise en cause des mécanismes d'indexation des revenus sur les prix et la recherche d'une prédétermination des évolutions salariales à même de prendre en compte le ralentissement attendu de l'inflation apparaissent comme des modalités centrales du dispositif envisagé.

Contributions à la croissance du P.I.B. marchand
(en équivalent annuel)

	81.3/81.1	82.2/81.3	82.2/81.1
Taux de croissance du p.i.b. marchand (en % l'an)	2.6	2.3	2.4
Parts de :			
Demande intérieure	0.2	7.0	4.4
- consommation des ménages	3.2	2.5	2.8
- variation des stocks	-2.3	4.2	1.5
- FBCF totale et consommation des Administrations	-0.7	0.3	0.1
Solde extérieur	2.4	-4.7	-2.0

La contribution d'un poste à la variation d'un total est le taux de croissance du poste pondéré par sa part dans le total de l'équilibre.

L'évolution du second semestre sera bien sûr fortement influencée par ces mesures. Mais elle est aussi tributaire d'un environnement international qui, au moins jusqu'à la fin de l'année, ne sera pas porteur : aucune capacité de reprise autonome de nos voisins européens ne se dessine actuellement ; l'essoufflement de la demande en provenance des pays hors OCDE est un élément nouveau qui caractérise l'année 1982. Le seul élément favorable concerne la possibilité d'une reprise américaine, au moins temporaire, au cours du second semestre, mais elle ne saurait avoir des effets d'entraînement sur les pays européens avant le début 1983. De plus, la configuration et l'incertitude des rapports internationaux font jouer au dollar le rôle d'une valeur refuge, que la récente détente des taux d'intérêt n'a pas encore mis en cause. Le dollar reste ainsi très surévalué, avec l'impact inflationniste et récessif conséquent sur les économies occidentales. Au total, la demande mondiale ne devrait guère évoluer au second semestre 1982 et les exportations françaises de produits manufacturés, après avoir perdu des parts de marché gagnées en 1981, devraient suivre l'évolution de cette demande mondiale. Elles ne connaîtraient donc au mieux qu'un faible redressement en fin d'année, laissant une baisse importante en moyenne annuelle sur 1982 (- 4,8 %). Les exportations totales se comporteraient un peu mieux (-2,8%) du fait du redressement plus sensible du commerce agro-alimentaire au second semestre.

Sur le plan interne, l'évolution des prix et du revenu des agents au second semestre enregistrera les effets de plusieurs facteurs : la hausse du prix des consommations intermédiaires importées, conséquente à la dépréciation du franc ; le blocage des salaires et prix jusqu'au 1er novembre et les modalités annoncées de sortie de blocage ; les gains de productivité, qui seront insuffisants, compte tenu d'une activité médiocre, pour permettre aux coûts unitaires d'exploitation des entreprises de ralentir plus que leurs prix.

Le second semestre se solderait donc par le résultat suivant : les prix de détail connaîtront un net ralentissement. Leur glissement serait de 3,7 % sur le second semestre et de 10 % sur l'année. Ce ralentissement concernerait aussi le prix à la production de l'industrie manufacturière, dont le glissement serait de 4,7 % au second semestre contre 6,2 % au premier. Il serait plus limité pour le prix à la production de l'ensemble des branches marchandes, du fait de la revalorisation des tarifs publics et malgré l'effet très sensible du blocage dans les commerces et services.

* Sous l'hypothèse que la hausse des loyers ne serait prise en compte qu'en janvier 1983.

Sur le plan des revenus, les entreprises qui avaient connu depuis le printemps 1981 jusqu'à la veille de l'été un rattrapage des coûts unitaires par les prix et un redressement de la part de leur revenu dans la valeur ajoutée connaîtront au second semestre une stabilisation du rapport des prix aux coûts et même une certaine détérioration si l'on tient compte de l'effet propre des impôts. Sur l'année entière, la part de l'excédent brut d'exploitation et de l'épargne brute dans la valeur ajoutée sera peu supérieure à son niveau très bas de 1981. Du côté des ménages, aux forts gains de pouvoir d'achat du premier semestre, essentiellement liés à la revalorisation des prestations sociales, succèdera au second semestre une baisse de ce pouvoir d'achat (- 1,2 % sur le semestre pour le revenu disponible brut). Si, en moyenne annuelle, le pouvoir d'achat du R.D.B., après déflation par l'indice des 295 postes, connaît encore en 1982 une croissance notable (+ 2,4 %), le glissement (+ 1,2 %) montre la transition vers une tendance plus modérée de progression de ce pouvoir d'achat. L'inflexion concerne notamment la masse salariale nette, dont le pouvoir d'achat baissera en moyenne de 0,4 % sur l'année entière.

Dans ces conditions, les entreprises éviteront une aggravation de leur besoin de financement, qui restera au niveau élevé atteint au second trimestre, en modérant leur comportement d'investissement et de stockage. L'investissement productif ne sortira pas, d'ici la fin de l'année, d'une tendance durable à la stagnation, où s'équilibrent les facteurs de reprise (les besoins de rajeunissement) et de baisse (la dépression des anticipations dans un contexte incertain). Par ailleurs, les entreprises s'efforceront de stabiliser l'encours de leurs stocks, exprimé en semaines de production. Ce comportement raisonnable conduit à un net ralentissement du stockage, surtout pour les produits manufacturés, et à une contribution négative des stocks à la croissance. La demande des entreprises ne sera donc pas un élément de dynamisme au second semestre.

Les ménages adapteront avec retard leur consommation à l'inflexion de leur pouvoir d'achat. De ce fait, la consommation connaîtra certes une inflexion de son rythme de croissance au second semestre (+ 0,8 % contre + 2,2 % au premier) mais le maintien d'un rythme positif laisse une croissance substantielle en moyenne annuelle (+ 3,4 %).

Les différentes composantes de la demande auront donc des évolutions moins contrastées au second semestre qu'au premier : elles auront une évolution à peu près en phase et cela devrait aider les entreprises à former des anticipations réalistes, ce qui est un élément de justification du comportement de stocks retenus. Dans le cas des produits manufacturés, la demande hors stocks gardera un glissement quasi-nul comme au premier semestre, mais le mouvement propre des stocks sera à l'origine d'un retournement à la baisse de la demande totale. Cette baisse se répercutera sur la production, malgré le repli provisoire des taux de pénétration. La production manufacturière baissera de 1,6 % au second semestre, après avoir progressé de 0,6 % au premier et la progression serait nulle en moyenne annuelle. Le P.I.B. marchand, plus inerte, connaîtra un nouveau ralentissement de sa croissance : + 0,3 % au second semestre contre + 0,8 % au premier. La progression s'élèverait ainsi à + 1,7 % en moyenne annuelle.

Dans ces conditions, la tendance des effectifs sera moins favorable en fin d'année, qu'elle ne l'a été au printemps. Sur les trois premiers trimestres, les effectifs de l'industrie manufacturière se sont en effet stabilisés après avoir diminué de façon continue depuis plusieurs années. La baisse de la durée du travail contribue pour partie à cette meilleure évolution : sur le champ de l'industrie (y.c. IAA), elle explique un gain de 0,5 % d'effectifs au premier semestre. Les effectifs manufacturiers retrouveraient au dernier trimestre une orientation à la baisse. Sur l'ensemble de l'année, la baisse serait de 0,3 % en glissement et de 1,8 % en moyenne annuelle (contre une baisse de 3,8 % en 1981). Les effectifs marchands totaux progresseraient de 0,6 % en glissement mais baisseraient de 0,2 % en moyenne annuelle (contre une baisse de 1 % en 1981).

Ces évolutions, ainsi que l'ensemble des mesures spécifiques prises dans le cadre de la politique de l'emploi, permettraient d'ici la fin de l'année une stabilisation du niveau des demandes d'emploi en fin de mois, après correction des variations saisonnières. En données brutes, le nombre de demandeurs d'emploi pourrait atteindre le niveau de 2 170 000 personnes en fin d'année.

Ensemble des biens et services marchands : équilibre ressources-emplois

	1981			1982		
	1° semestre *	2° semestre *	1981 1980	1° semestre *	2° semestre *	1982 1981
P.I.B. marchand	+0.5	+1.1	+0.1	+0.8	+0.3	+1.7
Importations	-1	+5.4	+0.4	+2.2	-2.3	+4.1
Total des ressources ...	+0.2	+2.0	+0.2	+1.1	-0.2	+2.2
Cons. march. ménages ...	+1.3	+1.5	+2.3	+2.2	+0.8	+3.4
Cons. nette des APU	-0.3	-0.5	+0.3	+0.9	+1.5	+0.8
F.B.C.F. totale	-2.1	-1.2	-2.8	+0.1	+0.6	-0.8
Dont S.Q.S. et E.I.	-3.6	-0.4	-3.1	+2.1	0	+0.9
Ménages hors EI ...	+0.8	-3	-2.9	-1.5	-3.9	-5.0
Administ.pub	-0.2	-0.4	-0.7	-1.1	+3.2	-0.4
Autres secteurs ...	-2	-2	-2.7	-10.8	+18.1	-0.9
Exportations	+5.6	+1.2	+5.1	-6.8	+2.8	-2.8
Emplois hors stocks	+1.5	+0.9	+1.8	-0.2	+1.2	+1.2
Variation de stocks (en milliards de francs 1970)	+0.4	+1	+1.4	+7.9	+5.6	+13.5

* Glissement semestriel (somme des variations enregistrées sur les deux trimestres constituant le semestre)

Equilibre résumé des ressources et emplois de produits manufacturiers

	1981			1982		
	1° semestre *	2° semestre *	1981 1980	1° semestre *	2° semestre *	1982 1981
Production effective	+0.6	+0.3	-1.6	+0.6	-1.6	+0.0
Importations	-2.1	+7	-0.2	+3.3	-4.5	+4.4
Total ressources	+0.2	+2.1	-0.7	+1.5	-2.0	+1.6
Emplois intermédiaires ...	+0.5	+0.6	-0.9	+0.4	-0.6	+0.6
Consommation ménages	+2.1	+2.4	+2.5	+3.0	+0.2	+4.6
Consommation des APU	+1.2	0	+3.4	-0.7	-0.8	-0.8
F.B.C.F. totale	-5	0	-3.6	+2.3	+2.0	+2.3
Exportations	+6.6	-0.3	+4.5	-6.3	+1.0	-4.8
Emplois hors stocks	+1.5	+0.7	+0.9	-0.2	+0.3	+0.6
Variations de stocks (milliards de francs 1970)	3.1	4.7	7.8	+10.4	+6.4	+16.8

* Glissement semestriel (somme des variations enregistrées sur les deux trimestres constituant le semestre).

Le commerce extérieur connaîtra, en termes de volume, une certaine amélioration au second semestre : le repli provisoire des taux de pénétration sera favorisé par la modération de la demande des entreprises et les gains de compétitivité interne consécutifs à la dépréciation du franc et au blocage des prix. Les exportations de produits manufacturés pourraient se redresser quelque peu en fin d'année et les exportations totales connaître une amélioration plus nette du fait du meilleur comportement du secteur agro-alimentaire. Sous l'hypothèse d'une modération du comportement de stockage de produits pétroliers au second semestre et en tenant compte du renchérissement du prix des importations, le déficit mensuel du commerce extérieur reviendrait à 7 milliards par mois au quatrième trimestre. Sur l'année, le déficit FAB-FAB serait ainsi de l'ordre de 88 milliards de francs.

Au total, un net changement intervient dans le profil conjoncturel au second semestre 1982 : la production de l'industrie manufacturière enregistre un retournement à la baisse. La demande totale adressée à l'industrie est certes quasi-stable tout au long de l'année mais le mouvement propre des stocks est à l'origine de ce retournement. La croissance du PIB marchand, agrégat plus inerte, connaît un nouveau ralentissement sur la deuxième partie de l'année. Cette activité médiocre incitera sans doute les producteurs à modérer leur comportement de prix à la sortie du blocage décidé en juin, d'autant que les modalités annoncées de sortie contribueront également à cette modération. Dans ces conditions, l'objectif d'un glissement de 10 % en 1982 pour les prix à la consommation paraît accessible*. Si la différence d'inflation avec les pays étrangers connaît ainsi une certaine résorption, les difficultés se concentrent sur le solde extérieur. La connaissance des raisons de sa très forte détérioration reste imparfaite. En particulier le jeu habituel des déterminants du mouvement des exportations est altéré et le mouvement de dépréciation du franc contre l'ensemble des monnaies n'a pas eu - jusqu'à présent - l'effet favorable attendu. L'explication de ces évolutions renvoie sans doute à une connaissance plus approfondie des stratégies d'exportation et des anticipations qui les fondent.

* Voir note page précédente.